

# Un repreneur brésilien intéressé par Gandrange

Le groupe brésilien Gerdau aurait manifesté, auprès du ministère de l'Economie, son intérêt pour l'usine ArcelorMittal de Gandrange, à condition que celle-ci soit à vendre. Aujourd'hui plus que jamais, quel que soit le scénario, la balle est dans le camp du président de la République.

**A** lors que le sort de l'acier électrique et du train à billettes de l'usine ArcelorMittal de Gandrange pourrait être scellé vendredi en comité d'entreprise, le groupe Gerdau, géant brésilien de la sidérurgie, aurait manifesté son intérêt pour la reprise du site. L'un des dirigeants de ce groupe, fondé par Jorge Gerdau Johannpeter, Brésilien d'origine allemande, a rencontré vendredi à Paris des collaborateurs de Christine Lagarde, ministre de l'Economie. Le cadre dirigeant était accompagné du directeur de l'usine Sidenor de Bilbao, racheté par le groupe Gerdau en 2005 et Alain Stahl proche col-

laborateur de Jean Kiffer, maire d'Amnéville, missionné par ce dernier pour prospecter des repreneurs potentiels. « Le groupe, qui ne dispose pas de toutes les informations sur l'usine de Gandrange, se dit prêt à examiner le dossier si bien sûr Mittal est vendeur », précise Alain Stahl. Jorge Gerdau est connu pour sa politique d'acquisition à travers le monde. Il possède aujourd'hui plus d'une trentaine d'usines pour une production annuelle de 16 millions de tonnes d'acier.

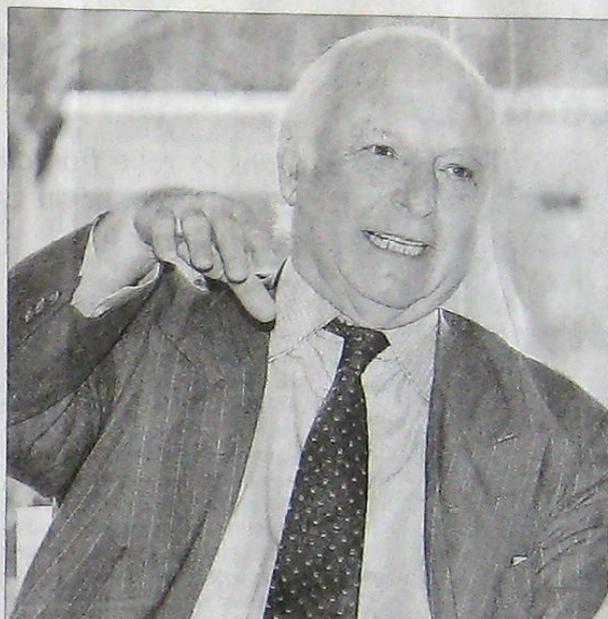
## 14e rang mondial

Guy Dollé, ancien patron du groupe Arcelor, l'avait d'ailleurs

repéré comme l'un des rares sidérurgistes latino-américains à être en mesure de jouer un rôle moteur dans le processus de restructuration du secteur. Concernant Gandrange rien n'est fait, loin de là. L'un des écueils est la volonté de Mittal de céder un site à un concurrent qui se situe aujourd'hui au 14e rang de l'industrie mondiale de l'acier, alors qu'il n'était que 61e dix ans auparavant.

Si Mittal, visiblement peu séduit par le contre-projet des experts commandités par le comité d'entreprise, maintient son plan, l'usine de Gandrange perdra 595 emplois sur les 1 108 que compte le site.

Lors de sa visite, le 4 février dernier, le président de la République avait tenu un discours très volontariste. « S'il y a un plan alternatif, si ce plan montre une solution, crédible avec M. Mittal ou un autre, l'Etat préfère payer pour le site que pour le chômage. Nous sommes prêts à faire des investissements sur les machines, on mettra de l'argent dans l'outil de production, mais aussi dans la formation »,



Jorge Gerdau Johannpeter est connu pour sa politique d'acquisition à travers le monde.

avait notamment déclaré Nicolas Sarkozy. Si les faits sont à la hauteur des espoirs suscités par cette prise de position, tout

reste possible à Gandrange. Même une reprise par un concurrent. Gerdau ou un autre.

P.R.



Tout reste possible à Gandrange.

Photo: P. BROCARD

## L'incompréhension du gouvernement

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a indiqué hier, que le « gouvernement avait du mal à comprendre » la fermeture partielle de l'usine de Gandrange annoncée par ArcelorMittal.

« On comprend mal que les sites français de sidérurgie puissent fermer dans un groupe très bénéficiaire », a insisté M. Woerth. Après les déclarations de Nicolas Sarkozy, en visite sur le site en février, qui avait affirmé que « l'Etat est prêt à investir sur le site avec ou sans Mittal », M. Woerth a rappelé que « le gouvernement respecte l'orientation du président de la République ». « On est à la rencontre entre une stratégie industrielle et la volonté du gouvernement de maintenir sur son territoire une industrie performante », a-t-il ajouté. « L'industrie de

la sidérurgie marche bien, il y a une forte demande mondiale, on comprend mal que les sites français puissent fermer », a résumé Eric Woerth.

Pour sa part, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde a affirmé, que « l'objectif principal du gouvernement », pour l'avenir de l'usine ArcelorMittal, était de « sauvegarder les emplois », en évoquant des « partenaires privés extérieurs ». « Ensuite, si on peut sauvegarder l'activité par des investissements extérieurs, et je sais qu'il peut y avoir des partenaires privés intéressants, notre métier, c'est de les encourager, de servir de catalyse », a ajouté Mme Lagarde, qui est aussi chargée de l'Industrie et de l'Emploi.

## A. Fillipetti demande l'aide du Luxembourg

La porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, Aurélie Fillipetti, a annoncé, hier, qu'elle saisira dès aujourd'hui Jean-Claude Juncker, le Premier ministre luxembourgeois pour « lui demander son appui » dans le dossier ArcelorMittal.

Selon elle, « il y a fort à craindre que les belles paroles du président de la République ne soient de nouveau que des effets d'annonce destinées avant tout à se mettre lui-même en scène, et qu'il se contente d'une intervention à minima pour participer à la mise en place du plan social. Ce n'est pas à lui que nous ferons confiance. Car depuis le 4 février, il n'a strictement rien fait ».